

Synthèse du Rapport de la Recherche action à Bourem Inaly et Lafia dans la Region de Tombouctou



Ce rapport a été rendu possible grâce au soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), avec le soutien du Plan d'urgence du président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR), aux termes de YouthPower Learning, contrat n° AID -OAA-I-15-00034 / AID-OAA-TO-00011. Les opinions de l'auteur exprimées dans le présent rapport ne reflètent pas nécessairement les vues de l'USAID ou du Gouvernement des États-Unis.

Résumé de la recherche action

Longtemps caractérisée par une stabilité socio-économique et politique, la région de Tombouctou à partir de 2012 est entrain de subir de lourdes conséquences sur le plan de la sécurité, de la gouvernance et de la participation du citoyen dans l'exercice de son droit et devoir. Cette crise politico-sécuritaire de 2012, a été un véritable déclic dans l'éveil de conscience sur les faits et pratiques de la « radicalisation » et de « l'extrémisme violent ». De l'avis de certains spécialistes, plusieurs facteurs ont été cités comme causes.

C'est dans ce contexte qu'une recherche action a été conduite par AMSS avec l'assistance et financer de la fondation youth Learning dans la commune rurale de Bourem Inaly et de Lafia afin d'établir une situation de référence sur les causes profondes ou motivation des jeunes candidats ou candidates à l'extrémisme violent via la radicalisation

Pour mener à bien cette étude, l'approche méthodologique a porté sur :

- Organisation d'une séance de travail avec les assistants de recherche à Tombouctou pour partager la méthodologie, le calendrier et prendre ensemble les dispositions pratiques avec les autorités des deux communes.
- Collecte des données et informations à travers des entretiens individuels et des focus groups dans les deux communes (Bourem Inaly.
- L'organisation d'un atelier d'analyse participatif des données collectées au niveau des deux communes
- Un rapport de fin de processus de la phase terrain.

En termes de résultats, nous pouvons citer entre autre :

L'adhésion des autorités communales et communautaires au processus de la recherche dans les deux communes à travers l'instauration d'un véritable débat entre les autorités en charge de la gestion communale et les citoyens bénéficiaires (jeunes et femmes) des services communaux

L'éveil de la conscience citoyenne par rapport aux rôles et responsabilités que doivent jouer les élus et les leaders communautaires dans la prévention et à la gestion des conflits. À l'unanimité et tous les niveaux, les participants se sont accordés à reconnaître que les causes des différents conflits restent et demeurent la mauvaise gouvernance des affaires locales, l'injustice, la marginalisation et l'exclusion sociale des couches les plus démunies

Quant à l'extrémisme violent, les participants. À l'unanimité, les participants ont reconnu que le combat contre l'extrémisme violent passe nécessaire à travers l'amélioration des conditions de vie des jeunes c'est-à-dire leur environnement familial leurs conditions de vie matérielles, leurs perspectives scolaires et professionnelles.

Sur la question *de l'Extrémisme violent au niveau des communes*, les participants étaient unanimes. Beaucoup certains pensent que l'impact sera grand si rien n'est fait. Le témoignage d'un jeune d'un jeune du village d'Aglal dans la commune rurale de Lafia en est une illustration. **« Depuis 2012, le vide s'est installé et en perspective s'agissant des engagements aucune action n'est programmée ou réalisée par les autorités communales pour endiguer le phénomène »**

S'agissant du rôle des acteurs et des actions retenus, les réflexions ont porté sur :

- L'information, l'éducation, la sensibilisation des jeunes et des femmes sur la radicalisation et l'extrémisme violent ;
- La réalisation des initiatives économiques au bénéfice des jeunes et des femmes sans revenus au niveau des villages et fractions ;
- Le renforcement des capacités des jeunes dans la conception et le montage des micro-projets adaptés à la réalité du milieu ;
- La formation des imams et des prêcheurs aux techniques de communication et de transmission de message de paix et de tolérance ;
- La création et l'animation d'une plateforme de dialogue interreligieux ;
- L'organisation des campagnes de sensibilisation, d'information et d'éducation sur un islam tolérant, la liberté de culte et la paix ;
- La création d'un cadre d'apprentissage et de dialogue entre les communautés en incitant les populations à la paix, à la cohésion sociale et la réconciliation ;
- La relance et la revalorisation es initiatives locales en matière de formation professionnelle ;
- L'organisation des débats sur la réconciliation : définition, orientations et perspectives ;
- La mettre en place des espaces de concertation et de collaboration entre autorités et citoyens et entre collectivités et société civile
- Le renforcer de capacités des jeunes, des, élus sur le leadership et la décentralisation
- La sensibilisation et l'information et la formation des jeunes, des élus, des leaders communautaires et autres sur leurs droits et devoirs

Ces initiatives une fois réalisées, doivent être suivi par les autorités. Les membres de la communauté doivent se charger de la pérennisation des acquis à travers la mise en place des mécanismes de durabilité.